

# **Nous exprimons notre rejet catégorique de la visite de Mohamed Ben Salman en Tunisie**

jeudi 29 novembre 2018, par [Mouvements \(Tunisie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 26 novembre 2018).

## **Des organisations et associations tunisiennes expriment leur rejet catégorique de la visite de Mohamed Ben Salman [d'Arabie saoudite] en Tunisie**

Les ONG et associations soussignées expriment le refus de l'invitation adressée au prince héritier Mohammed ben Salman en vue de visiter la Tunisie où son arrivée est prévue pour le mardi 27 novembre 2018 dans le cadre d'une tournée dans des pays arabes destinée à rompre son isolement consécutif à son implication dans le crime odieux qui a coûté la vie au journaliste Jamal Khashoggi dans les locaux du consulat d'Arabie Saoudite à Istanbul le 2 octobre 2018.

Les organisations signataires sont consternées par cette invitation et les significations qu'elle revêt et qui révèlent un mépris total des valeurs des droits de l'Homme et un dédain scandaleux du processus démocratique vécu par la Tunisie depuis le refuge de son ancien président destitué Zine El Abidine Ben Ali en Arabie saoudite en 2011.

Cette visite, qui porte atteinte à la réputation de la Tunisie, vient comme une tentative des détenteurs du pouvoir dans le royaume saoudien pour redorer leur image de marque et endiguer les effets du meurtre de Jamal Khashoggi, particulièrement après la révélation des circonstances de cet assassinat qui ont atteint un degré inédit d'atrocité.

L'assassinat de Khashoggi constitue un épisode dans un long feuilleton saoudien qui regorge d'atteintes terribles aux droits de l'Homme et de pratiques répressives de plus en plus nombreuses et particulièrement les restrictions draconiennes imposées aux opinions divergentes, leur légitimation à travers des lois injustes en violation totale des normes internationales des droits de l'homme et, à partir de là, leur exécution par le biais d'un appareil judiciaire qui ne garantit pas les règles les plus élémentaires du procès équitable

Les signataires de ce communiqué considèrent que cette visite est d'autant plus préjudiciable à l'image de la Tunisie, qui a vu le sacrifice de milliers de martyrs pour son indépendance et sa libération du joug de la tyrannie, qu'elle intervient simultanément avec la poursuite de la campagne militaire menée par le Royaume d'Arabie au Yémen qui ne tient compte ni de la dégradation de la situation humanitaire dans ce pays ni de la propagation de la famine parmi ses enfants, et ce dans un mépris total du rapport du Comité d'experts des Nations Unies sur les violations des droits de l'Homme au Yémen dirigé par Kamal Jendoubi et en faisant montre de l'attitude hautaine et arrogante qui caractérise ceux qui ne craignent ni la reddition des comptes ni les sanctions et qui font fi des recommandations onusiennes.

Face aux arrestations arbitraires et hâtives des défenseurs des droits de l'Homme, particulièrement dans le milieu de la presse et dans le milieu académique dans le Royaume d'Arabie saoudite, face aux violations qui sont du rang des crimes contre l'humanité, sans compter l'affaire du journaliste trahi, les organisations signataires joignent leurs Voix aux voix exigeant du régime saoudien la

reddition des comptes en raison de ses violations des droits humains pour renouveler leur refus catégorique de la visite en Tunisie de Mohammed Ben Salman, l'un des symboles du durcissement, de la fermeture politique et de l'hostilité à la liberté d'expression dans le royaume.

Les organisations signataires, font également part à cet égard de leur profonde préoccupation au sujet de la participation récente de forces militaires tunisiennes avec des forces militaires saoudiennes à des manœuvres militaires aériennes, les premières du genre depuis l'indépendance. Elles exigent que les autorités tunisiennes renoncent à leur soutien à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite et à leur alignement inconditionnel et honteux sur les positions de ce pays, ennemi des libertés, impliqué dans de graves violations des droits de l'Homme hors de ses frontières et menaçant tout cheminement sur la voie de la démocratie dans la région arabe.

Les organisations signataires mettent en garde contre le danger d'une coopération et d'un rapprochement pareil avec un État dont le régime est fermé et dont plusieurs rapports sur les droits de l'homme soulignent qu'il va de l'avant sur la voie de la tyrannie et de l'hostilité déclarée à l'égard des partisans de l'effort de réflexion religieuse des exégètes et des réformes politiques

Tunis, le 26 novembre 2018

*Les organisations signataires :*

- Association des Femmes Tunisiennes pour la Recherche sur le Développement
  - Association du Festival du Printemps
  - Association tunisienne de défense des libertés individuelles
  - Association tunisiennes des femmes démocrates
  - Association tunisienne de défense des valeurs universitaires
  - Association Vigilance pour la Démocratie et l'Etat civique
  - Centre de Tunis pour la liberté de la presse
  - Espace Mass'Art
  - Forum de Sud pour la culture et les arts
  - Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux
  - Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie
  - Intersection pour les droits et les libertés
  - Ligue tunisienne de défense des droits de l'Homme
-